





47, Avenue Farhat Hached, Bloc "A", 2ème étage, Tunis 1001 TEL: +216 71 25 76 64 FAX: +216 71 25 76 65 contact@ftdes.net - www.ftdes.net/observatoire





Introduction

Le climat général qua traversé le pays tout au long du mois d'Octobre a été caractérisé par le prolongement de la crise globale dans divers domaines : santé, politique, économie, social, sécurité ainsi que la communication, en l'occurrence l'échec du gouvernement à adopter un discours communicatif rassurant expliquant au grand public la situation et développant les propositions de solutions.

Cette situation a été qualifiée de « sans précèdent » par les observateurs du paysage politique puisque le pays n'a pas connu cette gravité dans la récession économique et cette incapacité interne et externe à mobiliser des ressources financières pour la loi budgétaire complémentaire de 2020 qui constitue une menace pour le budget de 2021. Une situation que les économistes appellent « faillite ».

Sur le plan sanitaire :

L'intensité de la propagation de l'infection collective par le virus Covid 19 a augmenté portant le nombre de nouvelles infections durant le mois d'Octobre à 41394, soit une augmentation de plus de 100% par rapport au mois dernier.

Le nombre de victimes du virus a augmenté pour atteindre 1108 nouveaux décès tout au long du mois d'octobre, soit une moyenne quotidienne de 35 décès.

Cette situation sanitaire ainsi que les appels de détresse successifs des experts de la santé et des membres du comité scientifique de lutte contre le Covid 19 ont fait vivre le Tunisien dans un état de panique traduit par la demande excessive de vitamines et de médicaments pour traiter certains symptômes comme la fièvre. Cette demande a ouvert la porte aux spéculateurs de la crise, par exemple, le prix de la vitamine «C » varie de 0.800 à plus de 4 dinars. Le marché des fournitures médicales, paramédicales et de protection a également connu une rupture des approvisionnements et une inflation des prix : par exemple, l'alcool et les désinfectants que les dentistes utilisent dans leur travail ont connu une rupture.

Au niveau des laboratoires d'analyses, la forte affluence a doublé le prix des analyses Covid, faisant passer le prix de l'analyse de 209 dinars (déterminé par l'Etat) à plus de 400 dinars. Le mois d'octobre a également été témoin de plaintes et de critiques sévères contre les services de la ligne de Covid 19 car beaucoup n'ont pas pu avoir accès au service qu'ils demandaient et dont l'essentiel constituait le déplacement d'une équipe d'ambulanciers spécialisés dans Covid pour inspecter le cas suspect et également pour effectuer les analyses nécessaires.

Le retard dans la réalisation des analyses et la date d'annonce des résultats ont également suscité de vives critiques de la stratégie du ministère de la Santé face à l'épidémie.

Cette scène sanitaire tendue n'a pas été sans violence puisque le service d'urgence de l'hôpital Rabta a été témoin d'un incident de violence représenté par un groupe de personnes agressant le personnel du service des urgences, brisant du matériel de réanimation, terrorisant des patients et agressant violemment une infirmière et un médecin résident parce qu'un patient n'a pas répondu à la réanimation. Cet incident montre un modèle de comportement qui reflète la gravité de la tension que le Tunisien est en train de vivre en raison de la situation sanitaire délicate et de la détérioration des services de santé aggravées par la confusion de la crise Covid.

Le mois d'Octobre 2020 a également enregistré une pénurie de médicaments, y compris de médicaments vitaux en raison de la réémergence de la crise de l'équilibre de la pharmacie centrale dont les redevances à la caisse maladie et aux structures publiques de santé s'élèvent à 1148 MD.

Bien que la crise de pénurie de médicaments a été réglée au cours de l'année 2019 elle revient avec force à la surface au cours de l'année en cours en raison du déséquilibre de la pharmacie centrale au point d'atteindre un retard de 14 mois dans le paiement des cotisations à ses fournisseurs. La pénurie de médicaments a entraîné des mouvements de protestation dans certaines régions, comme Douar Hicher dans la capitale, où des patients atteints de maladies chroniques soutenus par des militants de la société civile ont manifesté dans le dispensaire et devant le siège de la délégation demandant une accélération de la résolution de la crise de pénurie de médicaments.

Sur le plan économique :

Le pays a atteint un stade critique que les économistes ont appelé « faillite » car le gouvernement n'a pas été en mesure de mobiliser en interne des ressources financières pour la loi de finances complémentaire pour l'année 2020 après que la Banque Centrale a refusé d'intervenir et de financer directement le déficit budgétaire en achetant directement des bons du Trésor au gouvernement pour motif de non-conformité aux lois de la Banque. L'incapacité interne et externe à mobiliser des ressources financières signifie pour les économistes la faillite de l'Etat. Sur le terrain, les secteurs productifs tels que le phosphate et l'extraction pétrolière continuent d'être entravés par l'accumulation de mauvaise gestion de ces dossiers. De plus, le retour de la production après le confinement total demeure faible au quatrième mois après la sortie de confinement.

Par ailleurs et tout au long du mois d'octobre aucun indicateur n'est apparu confirmant l'orientation du gouvernement vers un travail sérieux et des discussions avec des experts en économie afin de développer des scénarios clairs concernant les éventualités d'évolution durant les mois prochains de l'économie nationale qui a connu une régression de 21% pendant les deux mois de confinement et sera aux environs de 12% d'ici la fin de cette année, selon les économistes en raison des répercussions de la crise Corona.

Au cours du mois d'Octobre 2020, un certain nombre de mouvements de contestation par les propriétaires de cafés et de restaurants ont été enregistrés, en contestation aux mesures exceptionnelles annoncées par les gouverneurs de la région de la capitale, ainsi que le gouverneur de Sfax visant la suppression des chaises et des tables pendant deux semaines afin d'éviter la propagation de l'infection.

Sur le plan politique et social :

La tension au sein du climat politique et l'augmentation des discours de haine et de violence sous le dôme de l'ARP ont contribué à la tension du climat général dans le pays et à l'escalade de la violence, de la criminalité et des tensions sociales tout au long du mois d'Octobre 2020. En effet, le discours politique agité a affaibli le prestige de l'État et ainsi affaibli le prestige de la loi en devenant permis pour certains.posées par les autorités pour éviter la propagation de l'infection.

Et c'est dans ce contexte que s'est développée la propagation d'une culture de l'impunité qui justifie le recours à une réaction violente pour récupérer ce que certains individus jugent leur « droit » de l'autre comme ce qui s'est passé lors des échanges de violences entre des délinquants à Burj Louzir à Zahraa (gouvernorat de Ben Arous), qui a entraîné le décès d'une victime de 10 ans en raison de l'état de peur extrême qu'elle a vécu. Un groupe de délinquants d'un quartier voisin a, également, attaqué une maison à El Mourouj 1.

Cette violence collective reflète sans aucun doute les répercussions socio-psychologiques de la crise globale que traverse le pays. Les réactions impulsives peuvent s'expliquer par un sentiment de frustration envers la classe politique.

Les gens, par exemple, sont passés à assurer seuls leurs besoins en vitamines et analgésiques face à la pandémie de Covid en raison d'un manque de confiance dans la possibilité d'obtenir des services sanitaires mais sont, également, passés vers des représailles des opposants par impunité et par manque de confiance dans l'application de la loi.

Le gouvernement d'El Mechichi semble conscient de la situation sociale et cela était évident à travers son empressement à essayer d'éteindre les incendies sociaux existants au cours du mois d'Octobre.

Tout d'abord, Un accord a été, par conséquent, signé concernant le règlement du statut des ouvriers de chantier urbain mais cette solution n'était pas équitable pour 30000 travailleurs urbains. Ensuite, les postes de mille enseignants suppléants ont également été régularisés. En troisième lieu le gouvernement s'est empressé de démettre des responsables régionaux à la suite du meurtre d'Abderrazek Khachnaoui suite à la démolition d'un kiosque à Sbeitla à l'aube du 13 octobre 2020 dans le cadre d'une opération préventive pour éviter tout choc social qui pourrait suivre ce tragique incident.

De même, Le ministère des Sports est rapidement intervenu pour régler le conflit entre la Ligue de football et les jeunes supporters de Hillel Chebba d'autant plus que les jeunes supporters de Hilal a menacé d'une migration de masse vers les côtes italiennes en guise de protestation pour dénoncer la dissolution de leur club sportif. Compte tenu de tout ceci on s'interroge si ces tentatives d'éteindre les incendies tiendront-elles debout si un incendie social se déclare en janvier ?

Cette crise globale s'est accompagnée d'une crise communicationnelle qui a fait manquer au gouvernement l'opportunité de développer son discours et de transmettre des messages rassurants à la rue dans la révélation de la vérité sur la situation financière du pays, les programmes du gouvernement et son plan de sauvetage immédiat et à long terme de l'économie nationale. C'est une situation qui impacte fortement sur le niveau de tension sociale qui s'est produite tout au long du mois d'octobre puisque le nombre de mouvements de protestation a augmenté de 15,9% par rapport à Septembre 2020 malgré les consignes de distanciation physique imposées par les autorités pour éviter la propagation de l'infection.

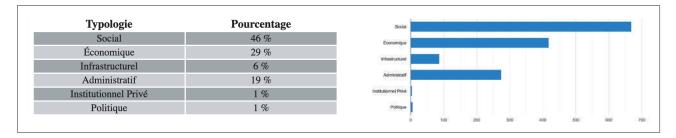
Les mouvements de protestations

Le nombre des protestations enregistrées tout au long du mois d'Octobre 2020 a atteint 871 manifestations soit une augmentation de près de 16% par rapport au mois de Septembre 2020. La plupart de ces manifestations (86,8%) ont tendu vers l'usage de la violence puisqu'il s'agit de manifestations anarchiques (756 actions de protestation). Cette augmentation est préoccupante quant à l'ampleur de la capacité à contourner les tensions sociales au cours des prochaines semaines.

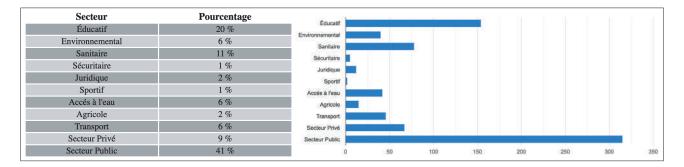
La courbe des manifestations anarchiques a pris une forme ascendante après le confinement total atteignant son maximum au cours du mois d'Octobre 2020.

2020	Mouvements de protestations
Septembre	751
Octobre	871

Les revendications économiques et sociales ont été la principale motivation des manifestants tout au long du mois d'Octobre 2020 avec 75% de l'ensemble des protestations enregistrées.

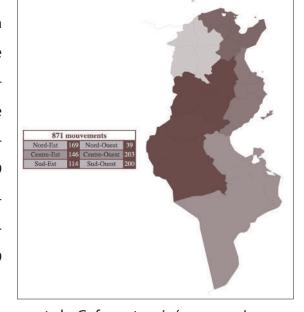


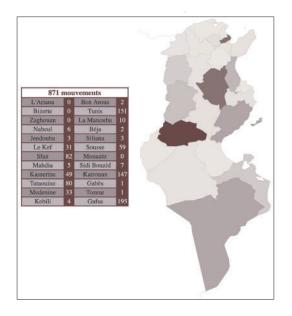
L'emploi, l'amélioration des conditions professionnelles et l'amélioration des conditions de vie telles que les infrastructures, les transports, les services d'assainissement ainsi que l'accès à l'eau potable, d'eau d'irrigation, de médicaments et d'engrais pour la saison agricole et l'accès aux semences ont été les revendications majeures des manifestants dans diverses régions. Ces revendications étaient partagées entre les habitants des villes et les habitants des zones rurales puisque certains quartiers des villes vivent dans le même isolement en raison du manque d'infrastructure routière. Nous mentionnons les manifestations du quartier El-Amal, Aouled Ben Aouen, El Kalaa Essoghra qui sont entrés dans un mouvement de protestation en bloquant les routes avec des pneus brulés pour exiger l'élimination des déchets, la construction de routes, le ralliement du quartier aux canaux d'égouts, l'éclairage public et l'ouverture des passages. Dans la région de Zouatnia, délégation de Tarza à Kairouan, les citoyens ont protesté contre leur isolement qui a perturbé leurs intérêts administratifs et économiques et a eu pour conséquence la réticence de leurs enfants à étudier en exigeant la réparation des voies agricoles.



L'absence d'infrastructure s'est étendue également aux espaces de travail et a contribué à alimenter l'état de tension. Nous rappelons les protestations des marins de Sfax qui ont exigé de doubler la route portuaire à l'intérieur de la mer afin qu'ils puissent rejoindre leurs bateaux dans de meilleures conditions puisqu'ils sont obligés tous les jours de l'année d'entrer dans la mer à pied pour atteindre leurs bateaux qu'ils accostent loin du rivage en raison du faible niveau de la mer sur le rivage. Cette situation a eu pour conséquences de nombreux problèmes de santé, en particulier avec le froid, ont-ils déclaré.

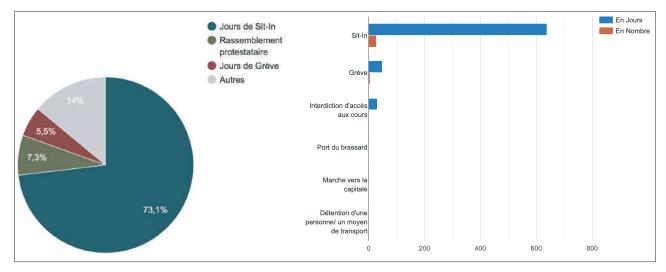
Quant à la cartographie des protestations, elle a quasiment maintenu la même répartition avec le Centre-Ouest en tête des régions les plus protestataires avec un résultat mensuel de 203 actions de protestation, suivi par le Sud-Ouest avec 200 mouvements de protestation puis le Nord-Est avec 169 actions de protestation, le Centre-Est avec 146 mouvements de protestation, le Sud-Est avec 114 mouvements de protestation et le Nord-Ouest avec 39 actions de protestation.



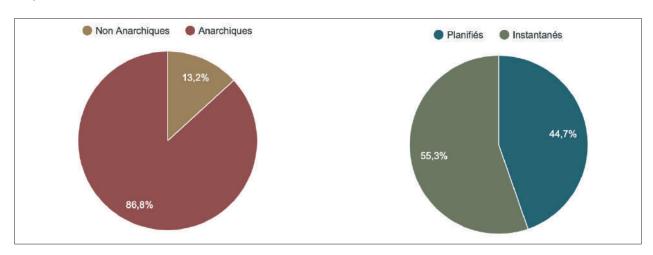


Le gouvernorat de Gafsa est arrivé au premier rang des régions les plus protestataires tout au long du mois d'Octobre 2020 avec 195 mouvements de protestation enregistrés, suivi par le gouvernorat de Tunis (151 mouvements de protestation), Kairouan (147), Sfax (82), Tataouine (80) et Sousse (59). Notons que l'augmentation des mouvements de protestation qui a été enregistrée durant ce mois d'Octobre a eu lieu dans le gouvernorat de Tunis.

Par ailleurs, le mois d'Octobre 2020 a connu 23 sit-in dont certains se sont poursuivis depuis les mois précédents par manque d'interactions gouvernementales avec les revendications des manifestants comme le sit-in des doctorants chômeurs et des diplômés de l'animation des jeunes et autres annoncés et entrés en action au cours du mois d'Octobre portant le nombre de jours de sit-ins à 637 jours (sur la base de la méthode de calcul adoptée qui considère chaque jour un sit-in comme un mouvement de contestation).

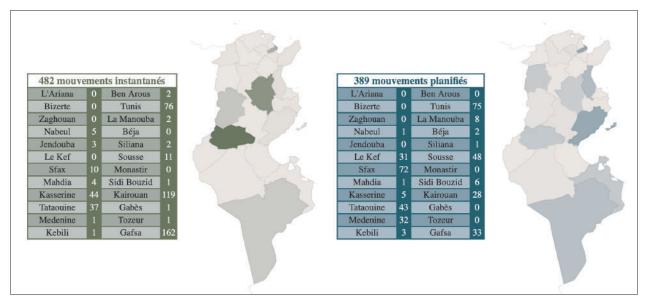


Le sit-in a été la forme de protestation la plus importante que les manifestants ont adopté tout au long de ce mois d'Octobre avec un taux d'environ 73% suivi des rassemblements protestataires à hauteur de 7,3% et de la grève avec 5,5% de l'ensemble des moyens de protestation utilisés par les citoyens.

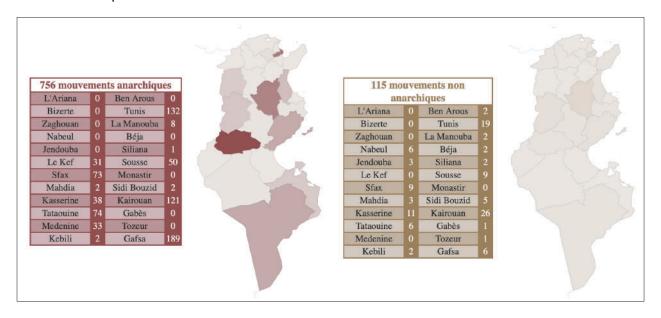


Le nombre de mouvements de protestation planifiés a été de 389 soit environ 45% de l'ensemble des protestations citoyennes relevées durant Octobre 2020. Ces contestations planifiées constitués la totalité des protestations dans le gouvernorat du Kef, 50% dans le gouvernorat de Tunis et la majorité des mouvements dans les gouvernorats de Sfax, Kébili, Tataouine, Beja, Sidi Bouzid et Manouba.

Durant le mois d'Octobre 2020, 482 protestations spontanées ont été enregistrées soit 55% de l'ensemble des contestations mensuelles et dont la majorité ont eu lieu dans les gouvernorats de Ben Arous, Nabeul, Jendouba, Mahdia, Kasserine, Kairouan, Gabes, Tozeur et Gafsa.



D'après ce qui a été observé, le nombre des mouvements anarchiques dans le gouvernorat de Gafsa a atteint 189 manifestations, suivi de 121 mouvements anarchiques à Kairouan, 132 mouvements anarchiques à Tunis et 74 mouvements de contestation à Tataouine.



Quant aux principaux espaces des mouvements de manifestation, les sièges de dissidence ont représenté la destination essentielle des manifestants à hauteur de 21% suivi par les routes avec 20%, puis la Société Phosphate Gafsa avec 14%, les établissements d'enseignement à hauteur de 13% et les sièges administratifs avec 12%.

Les acteurs principaux des actions de protestations ont été les chômeurs (30%), les travailleurs (20%), les citoyens (13%) et les fonctionnaires (9%).

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements					

Les espaces de pro	otestation
Bâtiments publics	21 %
Siège du gouvernorat	3 %
Médias	7 %
Institutions éducatives	13 %
Routes	20 %
Siéges administratifs	12 %
Siéges des Délégations	4 %
Sièges des ministères	4 %
Locaux de la CPG	14 %
Les chemins de fer	4 %

La migration non-réglementaire durant le mois d'Octobre

Comparatifs des données des mois d'Octobre 2020 – 2019 – 2018

	2020	2019	2018
Les arrivants sur les côtes italiennes	1328	381	323
Les opérations d'interception	157	47	14
Les migrants interceptés	1349	750	84

Malgré la baisse progressive du nombre de migrants tunisiens arrivant sur les côtes italiennes au cours du mois d'Octobre 2020, cette situation reste exceptionnelle par rapport à la même période de ces dernières années, puisque 1328 migrants sont arrivés en Italie de manière non règlementaire au cours du mois d'Octobre, soit une augmentation de 180% par rapport à l'année 2019. Les traversées interceptées ont également doublé de plus de Dix fois par rapport à la même période en 2018.

Comparatif des données de la période allant du 1er Janvier au 31 Octobre 2020

	2020	2019	2018
Les arrivants sur les côtes italiennes	11212	2592	4849
Les opérations d'interception	999	243	314
Les migrants interceptés	11900	3588	3974

Les chiffres de l'année 2020 conservent leur caractère exceptionnel, tant en termes de nombre d'arrivées que de nombre d'opérations interceptées et ce, en raison de multiples facteurs moteurs qu'ont aggravé les crises économiques, sociales et politiques. Plus de 11212 immigrés non règlementaires sont arrivés sur la côte italienne en dix mois, sans oublier l'interdiction de l'arrivée de 11 900 immigrés dans 999 opérations de franchissement interceptées.

Les arrivants sur les côtes italiennes par mois en 2020

Mois	Mineurs non accompagnés	Mineurs accompagnés	Féminins	Masculins	Total
Janvier	12	10	4	42	68
Février	5	0	0	21	26
Mars	17	0	1	42	60
Avril	6	2	1	28	37
Mai	42	3	6	443	494
Juin	28	19	23	755	825
Juillet	371	100	99	3575	4145
Aout	333	98	72	1803	2306
Septembre	279	76	60	1508	1923
Octobre	198	65	42	1023	1328
Total	1291	373	308	9240	11212

Bien que la vague de migration ait été majoritairement masculine car elle incluait principalement des tranches d'âge jeunes, la présence de femmes était perceptible et leur nombre est à 308, Mais la plupart d'entre elles s'inscrivent dans le cadre de la migration familiale. Par conséquent, l'institution du mariage, les obligations qu'elle impose et les circonstances qui l'entourent contribuent à l'émergence du projet de migration parmi les femmes qui participent aux voyages migratoires. Le nombre de mineurs, en particulier sans accompagnement, est en augmentation et à la lumière des restrictions actuelles, en particulier le dédoublement des expulsions massives forcées d'Italie, les candidats à la migration deviendront essentiellement des mineurs.

Les opérations interceptées par région

		Jendouba	Bizerte	Tunis	Nabeul	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Gabes	Médenine
Octobr	e	0	4.76%	16.66%	13.09%	0	4.76%	15.47%	27.38%	4.76%	13.09%

La région du Grand Tunis a continué à prendre de l'importance en termes de nombre d'opérations de traversées déjouées et qui se déroulent principalement par les ports de Radès et de La Goulette. L'insistance des migrants à utiliser ces points pour le départ et le nombre élevé d'opérations déjouées peuvent nous mène à la conclusion que certains réussissent à franchir ces points malgré le démenti gouvernemental et l'accent mis sur l'impossibilité de passer à travers les contrôles stricts. Il convient de noter que cette répartition géographique se base sur les opérations interceptées et la répartition peut changer si des opérations réussies, non disponibles actuellement, sont adoptées pour le comptage.

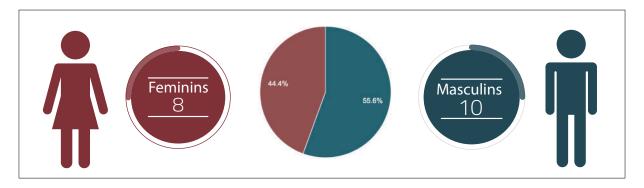
Les migrants selon les nationalités

	Tunisien(ne)s	Non Tunisien(ne)s	
Octobre	75.9%	24.1%	
Du 1 ^{er} Janvier au 31 Octobre	73%	27%	

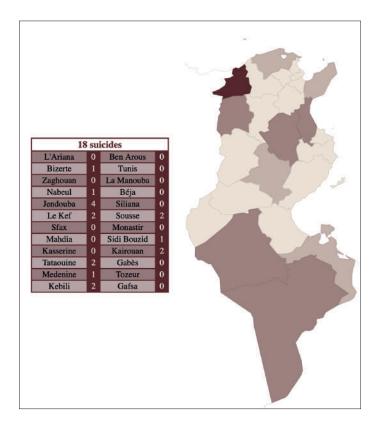
Si le pourcentage semble stable pour les migrants non tunisiens, en nombre, il est enregistré pour la première fois, ce qui signifie que plus de 3000 migrants non tunisiens sont passés cette année. De plus et à la lumière des changements récents, la période à venir pourrait être témoin de la présence de non-tunisiens dans les processus de migration depuis les côtes tunisiennes.

La prochaine étape verra des changements importants dans la migration non réglementaire, non seulement en raison de facteurs climatiques mais principalement en raison de facteurs politiques dans la région, en particulier les répercussions de l'incident terroriste de Nice et la pression croissante sur la Tunisie pour l'obliger à signer des accords de réadmission.

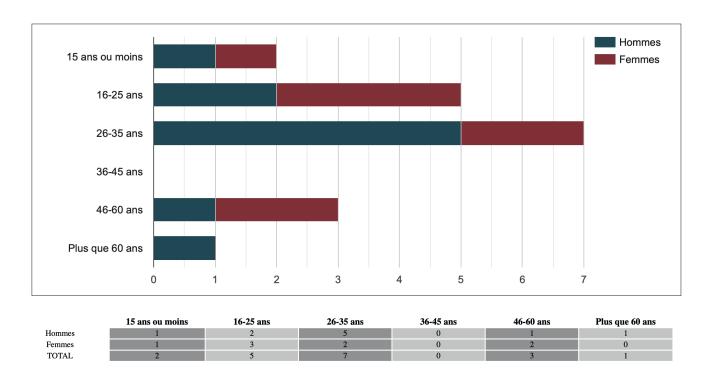
Les suicides et tentatives de suicides



Concernant les suicides et les tentatives de suicide, 18 cas ont été signalés et environ 72% des victimes ont été dans la tranche d'âge de 16 à 35 ans (13 victimes).

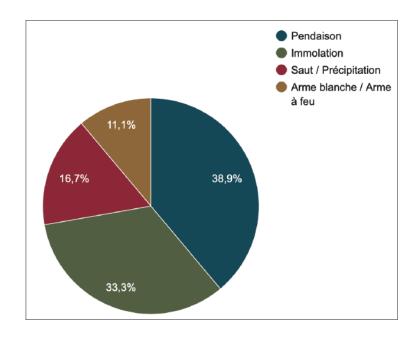


La répartition géographique des cas de suicide et tentative de suicide a été la suivante : 4 cas dans le gouvernorat de Jendouba, 2 dans les gouvernorats du Kef, Tataouine, Kébili, Kairouan et Sousse et un cas respectivement dans les gouvernorats de Bizerte, Médenine, Sidi Bouzid et Nabeul.



Les hommes ont représenté 55,6% de l'ensemble des victimes des actes de suicide et tentative de suicide relevés (10 cas). Deux suicides ont été enregistrés dans la tranche d'âge des moins de 15 ans ainsi qu'un suicide chez les personnes âgées de plus de 60 ans.

Le suicide par pendaison a été le moyen le plus répandu avec un taux d'environ 39%, suivi par le suicide par immolation avec un taux de 33% puis par saut ou précipitation à hauteur de 16,7% et par couteau avec 11%.

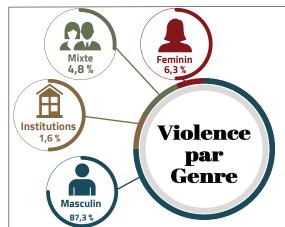


Rapport sur la violence

Le niveau de violence a continué d'augmenter au cours du mois d'Octobre 2020 puisque ce mois a été le théâtre de violences collectives et extrêmes au cours desquelles un certain nombre de quartiers de la capitale ont été témoins de violents affrontements avec un nombre de participants atteignant parfois les 800 personnes d'âges différents. L'un de ces évènements dans la banlieue sud a engendré la mort d'une jeune fille de moins de dix ans suite à la peur et à la panique qu'elle

a ressenti.

Cette forme de violence collective n'est pas considérée comme une forme émergente de violence car un certain nombre de régions du pays vivent de leur impact comme la dernière en date dans le gouvernorat de la Manouba, précédé par Kébili et précédé par la délégation Sened du gouvernorat de Gafsa.



Au cours de ce même mois, le rythme de la criminalité s'est intensifié, en particulier la violence sous sa forme criminelle, comme les actes de pillage, de vol, de braquages, d'agressions physiques contre des femmes et de meurtres odieux.

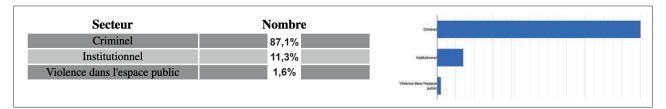
Selon les chercheurs en sociologie, cette recrudescence de la violence va au-delà de la cause et du mobile économique pour refléter une question plus profonde qui inclut le système sécuritaire car la criminalité selon de nombreuses lectures est également liée au climat, au contexte et aux politiques publiques par lesquels passe le pays.

L'état d'incertitude et au manque de clarté de l'avenir imposé par la situation épidémique et la propagation continue du nouveau virus Corona, le décrochage et l'échec scolaires, l'absence de contrôle familial, les déséquilibres du système éducatif et l'instabilité politique sont autant de causes et de cadres qui contribuent à la croissance et au développement de la criminalité.

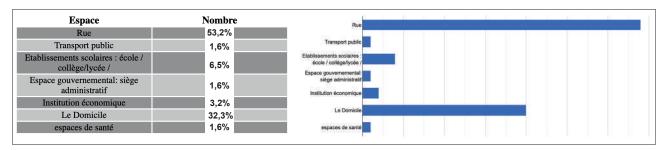
Les experts mettent en garde contre les dangers d'exclure les classes marginalisées qui conduiraient à une augmentation du taux de violence et de criminalité, et ce en raison du sentiment de ressentiment social et de colère contre les politiques de discrimination à leur encontre.

La crise économique étouffante a accru l'état de mécontentement populaire, en particulier parmi les marginalisés et les chômeurs face à l'incapacité des gouvernements successifs à tenir leurs promesses, à créer de nouveaux emplois et à répartir équitablement le développement.

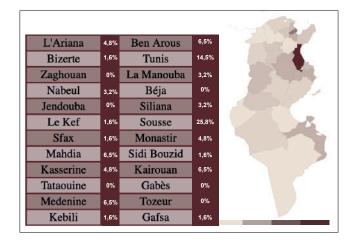
Comme les mois précédents, la violence criminelle occupe la première place au cours du mois d'Octobre, les événements enregistrés dépassant 87% des incidents de violence relevés par l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien et l'échantillon de veille qui comprend aux quotidiens, hebdomadaires et aux web médias.



Les espaces publics et les rues ont connu plus de la moitié des incidents de violence observés au cours du mois d'Octobre 2020, suivis par les espaces domestiques, les établissements d'enseignement, les moyens de transport, les établissements hospitaliers de santé et les sièges administratifs.



Le gouvernorat de Sousse est à la pointe des régions qui ont connu des incidents violents au cours du mois d'Octobre avec un taux de 25,8%, suivi du gouvernorat de Tunis par 14,5% du total général, par ailleurs le niveau de violence a été relativement proche dans le reste des régions, comme Ben Arous, Kairouan, Médenine et Mahdia.



Les événements de violence au cours du mois d'Octobre 2020 ont été à hauteur de 45,2% collectifs et 54,8 % ont pris la forme de violences individuelles



Les hommes ont été responsables de 87,3% des incidents violents survenus au cours du mois. En revanche, les femmes ont représenté 39% des victimes des violences signalées, et il en va de même pour 47,2% des hommes victimes.

Dans son ensemble, la violence est survenue sous sa forme physique et non morale.

Les organismes de la société civile et les chercheurs en sociologie et en psychologie sociale appellent à accorder plus d'importance à ces faits de violence par l'étude et le contrôle. Ils ont également mis en garde contre le danger de créer une nouvelle génération de criminalité et ont estimé que le moment était venu d'aborder la question dans le cadre d'approches scientifiques qui servent de point de départ pour décortiquer le problème et trouver des moyens de le contenir et réduire sa propagation.

Conclusion

Il est à noter que le suicide par immolation d'un jeune homme originaire d'Oued Meliz dans le gouvernorat de Jendouba pour protester contre le retrait de son permis de vendre du fourrage après avoir commis des transgressions, après avoir été emprisonné et malgré le décès de la victime, l'incident n'a pas provoqué de congestion sociale dans les rues contrairement à ce qui s'est passé auparavant en termes de grondes sociales sur fond d'incidents de suicides similaires (comme le suicide du jeune Ridha El Yahyaoui à Kasserine en janvier 2016).

De même que l'assassinat d'Abderrazek Khachnaoui à Sbeitla, suite à la mise en application de la décision de démolir un kiosque illégal, n'a soulevé aucun choc social, contrairement aux incidents précédents (les événements de Tabourba en 2018).

Selon notre interprétation, ce changement dans les réactions du groupe aux incidents, est le produit de la tension sociale et l'état d'épuisement que le citoyen a atteint en raison de l'aggravation de la crise économique et sociale ainsi que de la crise sécuritaire de sorte que le souci de sécurité (en termes de sécurisation et l'évitement du chaos dans la protestation) est devenu une priorité pour le groupe et un besoin collectif urgent. Cette situation accompagnera la tension sociale dans les semaines à venir et pourrait affecter ses trajectoires, soit en réduisant la taille des manifestations ou peut-être en allant vers l'extrême avec une explosion sociale.

Nouvelle méthodologie de calcul scientifique :

À partir du mois de Mars, l'Observatoire Social Tunisien du Forum tunisien des droits économiques a adopté une nouvelle méthodologie de calcul scientifique dont voici les bases :

Définitions:

Mouvements instantanés: caractérisés par la surprise et la vitesse de mouvement résultant de la colère de la foule et de la gronde qu'elle génère mais sont limités dans le temps et l'espace. Ce type de mouvement cherche à mobiliser l'attention et la mobilisation sociale et se caractérise par leur nature pacifique, Cependant, ces mouvements varient dans les paramètres de développement de la protestation, y compris le recours à la violence.

<u>Mouvements planifiés</u>: mouvements qui étaient essentiellement instantanés mais qui ont évolué et développé des mécanismes d'action dans le temps et l'espace et ont pu acquérir la capacité d'organisation et de préparation d'une et chercher à développer des contre-mobilisation mais restent essentiellement pacifiques.

Ils se distinguent par leurs moyens organisationnels et leur capacité à assurer son action continue et la mobilisation pour les mêmes raisons.

<u>Mouvements anarchiques (violents)</u>: ce sont des mouvements qui font de la contre-violence l'un de leurs mécanismes d'action et sont souvent des réactions directes employant tous les moyens pour la confrontation et l'atteinte de leurs objectifs mais ils manquent souvent d'éléments d'organisation, de programme et de moyens clairs.

La méthodologie de Calcul :

L'unicité d'un mouvement est définie par un mode d'action, un lieu et une journée.

Une protestation se déroulant dans plusieurs lieux sera comptabilisée comme étants plusieurs mouvements.

Un mouvement ayant lieu sur plusieurs jours sera comptabilisé chaque jour.

Une protestation utilisant différentes modes d'action sera comptabilisée une fois pour chaque action.

Méthodologie de veille de la migration irrégulière

- Les opérations d'interception : la veille repose sur les rapports du Ministère de l'Intérieur et les déclarations du porte-parole de la Garde Nationale dans les divers médias. Dans la plupart des cas, ils n'incluent pas de données détaillées (genre, tranches d'âge, pays d'origine des migrants ...)
- Les arrivées sur les côtes européennes : Plusieurs structures émettent des données numériques sur les arrivées en Europe, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation Internationale pour les migrations, les Ministères de l'Intérieur des pays européens et l'Agence Européenne de Surveillance des côtes.

Les chiffres présentés restent approximatifs et nécessitent une mise à jour continue selon les données publiées par les structures officielles et civiles qui peuvent être édités dans des rapports ultérieurs mais qui fournissent une lecture de l'évolution et du changement de la dynamique de la migration non-règlementaire.

• Les chiffres invisibles : ce sont le nombre de migrants qui atteignent les côtes européennes sans passer par les autorités locales ou les structures internationales et ne se retrouve pas dans un recensement. Ce sont des chiffres importants et qui diffèrent selon les tactiques des réseaux des passeurs de migrants. Il comprend également des opérations de départ depuis les côtes tunisiennes qui réussissent à échapper au contrôle sécuritaire strict ou celles dont le passage est intercepté sans émettre de rapports ou sans les annoncer.